



PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA COHESION SOCIALE
POLE DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau des Politiques Environnementales et de l'Aménagement Foncier

ARRAS, le 8 septembre 2009

Affaire suivie par Samuel KRETOWICZ

téléphone: 03-21-21-22-34
courriel: samuel.kretowicz@pas-de-calais.pref.gouv.fr

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS

à

Monsieur le Président de la Communauté de
Communes des Vertes Vallées
3 ter, rue du Château
62123 BAILLEUVAL

M. le Directeur de la SAFER Flandres-Artois
A l'attention de M. Bertrand DONZE
68 rue Jean-Sans-Peur
BP 1296
59014 LILLE CEDEX

OBJET: Projet de centrale à cycle combiné à MONCHY AU BOIS
déclaration d'utilité publique

P.J.: Un dossier sous bordereau

Je vous prie de trouver ci-joint les avis rendus par les différents services à l'issue de l'instruction menée du 27 juillet au 31 août 2009 sur le dossier cité en objet.

Je vous informe par ailleurs que le Tribunal Administratif de Lille a désigné Mme Claudie COLLOT, commissaire enquêtrice, pour conduire les enquêtes d'utilité publique et parcellaires relatives à ce projet.

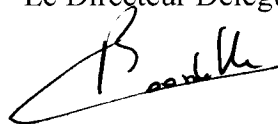
Je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer les suites éventuelles que vous entendez réserver aux remarques formulées, et de me préciser les dates auxquelles vous envisagez le déroulement des dites enquêtes.

.../...

Je vous précise à toutes fins utiles que les formalités de publicité préalables imposent un délai d'au moins un mois entre la prise de l'arrêté fixant les modalités des enquêtes, et leur ouverture effective. Il importe donc que je sois prévenu le plus en amont possible.

Mes services restent bien entendu à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire.

Pour le Préfet,
Le Directeur Délégué,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'B. ROOSEBEKE', written over a horizontal line.

Benoît ROOSEBEKE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA RÉGION NORD - PAS DE CALAIS

PRÉFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

04. SEP. 2009

ARRIVEE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Nord - Pas de Calais

Lille, le 31 août 2009

Service :
Energie Climat Logement Aménagement du Territoire
Division : Aménagement du territoire

Numéro d'enregistrement :
Référence : TA/LD 20090828 - 060
Vos réf. :

Affaire suivie par : Thibaud Asset
Thibaud.asset@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 03 59 57 83 31 - Fax : 03 59 57 83 00
107 Bd de la Liberté - 59041 Lille cedex

**Objet : DUP - Projet de centrale à cycle
combiné à Monchy-au-Bois**

Le Directeur régional

à

Monsieur le Préfet du Pas-De-Calais
Rue Ferdinand Buisson

62020 ARRAS cedex 9

A l'attention de Mme DUPENT Maryse

En date du 29 juillet 2009, vous nous avez transmis pour avis dans le cadre de la déclaration d'utilité publique l'étude d'impact relative au projet de centrale à cycle combiné à Monchy-au-Bois.

En ce qui concerne la prise en compte des richesses naturelles et les espaces naturels agricoles (2° de l'alinéa II de l'article R.122-3 du code de l'environnement), le dossier d'étude est très succinct puisque que le dossier ne présente que quelques lignes très générales sur cet aspect. La présence de grandes cultures au niveau du site indique de faibles enjeux écologiques cependant l'absence dans le dossier d'impact d'une expertise écologique pourtant sur le site fragile juridiquement la procédure. L'absence de cette étude est d'autant plus surprenante que l'étude d'impact intégrée dans le cadre de la demande de permis de construire présente en annexe l'expertise écologique.

Le volet eau de l'étude d'impact est plus complet et souligne la vulnérabilité de la nappe souterraine. Les dispositions envisagées pour la gestion des eaux pluviales sont tout à fait compatibles avec les dispositions C19 et D10 du SDAGE Artois-Picardie, puisqu'il est prévu l'infiltration de celles-ci. De surcroît, le projet prévoit la réutilisation dans le process d'une partie de ces eaux pluviales ce qui correspond aux orientations de la loi Grenelle du 3 août 2009.

Toutefois, l'absence d'une approche technique sur les conditions de dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales (séparateur à hydrocarbures, bassins d'infiltration) et des ouvrages d'assainissement des eaux usées ne permet pas de s'assurer de la compatibilité des rejets avec les objectifs de préservation de la ressource en eau souterraine.

Présent
pour
l'avenir

Copie : GS Béthune

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00 -18h00

Tél. : 03 20 13 48 48 - fax : 03 20 13 48 78
44, rue de Tournai - BP 259 - 59019 Lille cedex

www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr

"certifiée Iso 9001 : 2000"

L'absence de ces éléments ne permet d'exclure toute incidence sur la ressource en eau comme l'indique le dossier.

En ce qui concerne la compatibilité du projet avec les orientations de la loi Grenelle du 3 août 2009, la localisation du projet en milieu rural, éloigné de toute activité ne semble pas pertinente avec les orientations de l'article 7 de cette loi puisque le projet va contribuer à la péri urbanisation et à la consommation de terre agricole. Le dossier devrait mieux justifier de la localisation choisie au regard des activités. De surcroît, l'éloignement du site de toute urbanisation et de toute desserte (routière, ferroviaire) ne semble pas compatible avec les orientations de l'article 11. (objectif général de réduction des émissions de gaz à effet de serre visé par la loi Grenelle).

Ces éléments existants dans le dossier ICPE doivent être explicites dans le dossier d'étude d'impact pour la DUP.

En conclusion, l'étude d'impact ne peut être considérée comme complète vis à vis de l'article L.122-2 du code de l'environnement puisque le dossier présente des lacunes sur le volet « Nature » et « Eau » notamment.

Pour Le Chef du Service Energie Climat
Logement Aménagement du Territoire
Chef de la Division Aménagement du Territoire



Isabelle Matykowski

copie UT B&Bune (Fabien Bauduin)



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU PAS DE CALAIS

Direction Départementale de
L'Agriculture et de la Forêt

Service Départemental
de Police de l'Eau

Cellule assainissement
et qualité de l'eau

13, grand'place
BP 60912
62022 ARRAS Cedex

Dossier suivi par : M. FLOUREZ Mathieu

Tél. : 03.21.50.30.18

Mail : mathieu.flourez@agriculture.gouv.fr

Réf. : N:\MISE\Communes\Monchy au Bois\superf\courrier Préfecture
avis projet de centrale à cycle combiné 190809.doc

Préfecture du Pas-de-Calais
Direction de l'aménagement, de
l'environnement et de la cohésion sociale
Pôle de l'environnement
Rue Ferdinand Buisson
62020 ARRAS cedex 9

PREFECTURE 62
RECU LE: 24-08-09

Objet : Avis DUP et parcellaire
Projet de centrale à cycle combiné- Commune de MONCHY-AU-BOIS

Arras, le 20 août 2009

Vous m'avez transmis dans le cadre de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire, pour avis, le projet de réalisation de centrale à cycle combiné sur la commune de MONCHY-AU-BOIS.

Compte tenu des éléments présents dans le dossier, je vous informe que ce projet est soumis à la Loi sur l'Eau, au titre de la rubrique 2.1.5.0. (rejet des eaux pluviales). Un courrier en ce sens sera directement transmis à la Communauté de Communes des Vertes Vallées.

Je n'ai pas de remarques particulières au strict titre de la déclaration d'utilité publique et parcellaire.

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts
Chef du Service Départemental de Police de l'Eau

Bernard MATHON

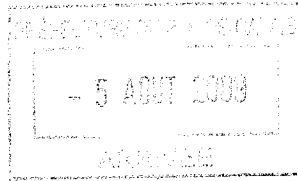
P.J. : - 1 dossier

PREFECTURE DE LA REGION NORD - PAS-DE-CALAIS

Villeneuve d'Ascq, le 03 août 2009

DIRECTION REGIONALE
DES AFFAIRES CULTURELLES
Service Régional de l'Archéologie
Ferme Saint-Sauveur
Avenue du Bois
59 650 Villeneuve d'Ascq

Tel : 03 28 36 78 50
Fax : 03 20 91 41 81



Préfecture du Pas-de-Calais
Bureau des Politiques Environnementales
et de l'Aménagement Foncier
Rue Ferdinand Buisson
62020 ARRAS Cédex 9

objet :

Monchy-au-Bois (Pas-de-Calais) Projet de Centrale à cycle combiné - enquête publique préalable à la DUP
références à rappeler : SRA 94172 (affaire suivie par Luc Vallin)

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V ;
Vu le décret n° 2004-490 du 03 juin 2004 ;

Le terrain, assiette du présent dossier, a déjà fait l'objet d'une notification d'arrêté (n° 09 / 084 du 21 avril 2009) de diagnostic archéologique . Celui-ci doit être réalisé par le Conseil Général du Pas-de-Calais (service archéologique) afin de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet.

De ce fait, l'opération faisant l'objet du présent dossier ne sera réalisable qu'en fonction des résultats du diagnostic mené au titre de l'arrêté notifié et la disponibilité des terrains ne sera effective qu'au terme des opérations d'archéologie préventive.

Pour le préfet de la région Nord-Pas-de-Calais et par délégation,
Le conservateur régional de l'archéologie
Gérard FOSSE

* Par obligation,

Virginie MOTTE,
ingénieur d'études



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'ARRAS

Le Président

PREFECTURE 62
RECU LE:31-07-09

Monsieur Le Préfet
Préfecture du Pas-de-Calais
Direction de l'Aménagement, de l'Environnement
et de la Cohésion Sociale
Pôle de l'Environnement
Bureau des Politiques Environnementales
et de l'Aménagement Foncier
Rue Ferdinand Buisson
62020 ARRAS CEDEX 9

Affaire suivie par Samuel KRETOWICZ

Arras, le 29 Juillet 2009

Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur de vous informer de l'avis très favorable de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Arras relatif au dossier d'utilité publique et parcellaire du projet de centrale à cycle combiné de Monchy au Bois.

Ce projet représente pour la Communauté de Communes des Vertes Vallées en particulier, et au-delà pour l'ensemble du Département, un investissement particulièrement significatif et créateur d'emplois. Les porteurs du projet ont par ailleurs montré l'intérêt qu'ils portent à une sauvegarde optimale du milieu dans lequel ils s'implantent.

Les retombées sociales et économiques seront donc particulièrement positives pour notre territoire, sans véritable inconvénient.

Dans ces conditions, j'apporte un soutien total au dossier qui m'a été transmis par vos services.

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération distinguée.

Jean-Marc DEVISE



**CHAMBRE
D'AGRICULTURE**
PAS-DE-CALAIS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Vu
ZM

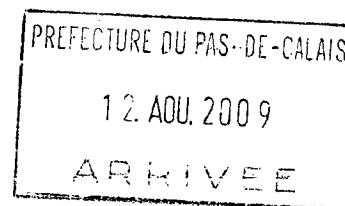
Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais
Direction de l'Aménagement, de l'Environnement
et de la Cohésion Sociale
Bureau des Politiques Environnementales et de
l'Aménagement Foncier
Préfecture du Pas-de-Calais
62020 ARRAS Cédex 09

Département
« HOMMES ET TERRITOIRES »

N/Réf. AB/MB
☎ 03.21.60.48.60

V/Réf. : Affaire suivie par Monsieur KRETOWICZ

Objet : Projet de centrale à cycle combiné à MONCHY AU BOIS
Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire.



SAINT-LAURENT-BLANGY, le 10 Août 2009

Monsieur le Préfet,

Par courrier en date du 29 juillet 2009, vous sollicitez l'avis de la Chambre d'Agriculture concernant le dossier repris en objet.

La Chambre d'Agriculture vous précise, qu'elle comprend et ne s'oppose pas au projet ci-dessus mentionné, dans la mesure où l'activité agricole présente est aussi prise en considération avec ses propres nécessités, et que le souci de la pérennisation des exploitations qui le souhaitent est bien compris.

Des discussions ont été menées entre Monsieur le Président de la Communauté des Vertes Vallées et les représentants de la Profession Agricole. Elles ont abouti à la signature d'une convention et d'un protocole.

La Chambre d'Agriculture demande la stricte application de ces documents lors de la réalisation des emprises projetées.

Nous vous prions d'agréer Monsieur le Préfet, l'expression de notre considération distinguée.

Le Président,

J. B. BAYARD



**Chambres de Métiers
et de l'Artisanat**

Pas-de-Calais

Monsieur le Préfet
**Bureau de l'Aménagement d'environnement
et de la Cohésion Sociale**

Rue Ferdinand Buisson

62020 ARRAS CEDEX 9

Arras, le 31 juillet 2009

Nos Réf. AD/JN
Vos Réf. DAECs/PAEAF
Affaire suivie par Mme DERUY

Monsieur le Préfet,

Vous avez bien voulu me communiquer **le projet de centrale à cycle combiné** sur la commune de **MONCHY-AU-BOIS** et je vous en remercie.

En considération des objectifs de ce projet, j'ai l'honneur de vous informer que **notre AVIS est FAVORABLE**.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, en l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Président,

A. DUPLA T.

P.J. En retour votre dossier

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction départementale de l'Équipement
du Pas-de-Calais

ARRAS, le 27 AOUT 2009

PREFECTURE 62
RECU LE: 28-08-09

Service Urbanisme

Le Directeur Départemental
de l'Équipement
à

Unité « Expertise, Règlementation de l'Urbanisme »

Référence : N° - 3 9 5
Vos réf. : votre bordereau d'envoi du 27 juillet 2009

Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais
Direction de l'Aménagement,
de l'Environnement et de la Cohésion Sociale
Pôle de l'Environnement
Bureau des Politiques Environnementales
et de l'Aménagement Foncier

Affaire suivie par : Bernard GABRY
Bernard.GABRY@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 03 21 22 99 99 - Poste 1594 - Fax : 03 21 55 01 49

Objet : projet de centrale à cycle combiné à MONCHY-AU-BOIS

AVIS D'URBANISME :
Dossier N°148

1) Objet de la demande :

La Communauté de Communes des Vertes Vallées, dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, a décidé d'accompagner l'implantation d'une unité de production électrique sur le territoire de la commune de MONCHY-AU-BOIS. Aussi, elle demande la déclaration d'utilité publique pour acquérir les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

2) Définition du projet :

Le projet de centrale à cycle combiné de l'Artois (3CA) vise à construire et à exploiter une installation de production d'électricité, fonctionnant à partir de gaz naturel, d'une puissance de 420 MW électrique. La technologie de ce cycle combiné gaz associe deux turbines, l'une à gaz, l'autre à vapeur.

3) Règles d'urbanisme :

Application du règlement national d'urbanisme (R.N.U.).

Copie à : CT Arras

Présent
pour
l'avenir

4) Servitudes d'utilité publique, et, informations et obligations diverses (au droit du projet):

- Servitudes d'utilité publique:

EL7 : RD 2 du PR 11+780 au PR 12+830

- Informations et obligations diverses:

Cyclo: itinéraire cyclotouristique

5) Conclusion :

Par conséquent, du point de vue de l'urbanisme, en l'état du dossier présenté, j'émet **un avis favorable** au projet d'implantation d'une unité de production électrique sur le territoire de la commune de MONCHY-AU-BOIS .

Remarque : page 6, le document « résumé non technique » précise que : « au regard du PLU de la commune de BIENVILLERS-AU-BOIS, les installations de AGRIMETAL et du Groupe CARRE sont implantées en zone UE (zone desservie par les réseaux, réservée aux activités économiques et aux équipements d'intérêt collectif) ». Or, cette commune limitrophe n'est pas dotée d'un PLU.

P/ Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
L'Adjointe au Chef du Service Urbanisme


Anne-Sophie MARGOLLÉ

PRÉFECTURE DU PAS DE CALAIS

Direction Départementale
de l'Agriculture et de la Forêt
du Pas de Calais

PREFECTURE 62
RECU LE: 28.08.09

Service de l'Espace Rural et de l'Environnement

13 Grand'Place - B.P. 912
62022 Arras cedex

Dossier suivi par : Anne GUERY
AG n° 2009/128
anne.query@agriculture.gouv.fr
Tél. : 03.21.50.30.38

Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais
Direction de l'Aménagement, de l'Environnement et
de la Cohésion Sociale
Pôle Environnement – Bureau des Politiques
Environnementales et de l'Aménagement Foncier

62020 ARRAS Cédex 09

Objet : Projet de centrale à cycle combiné à MONCHY AU BOIS

Arras, le 20 août 2009

Réf. : Affaire suivie par Samuel KRETOWICZ

Pour faire suite à votre consultation en date du 27 juillet 2009, concernant l'objet ci-dessus référencé, j'ai l'honneur de vous faire part de mes observations.

Le projet de centrale vise à construire et à exploiter une installation de production d'électricité à partir de gaz naturel. Il s'étend sur environ 23 ha. Une dizaine d'hectares nécessaire à réalisation du chantier ne sera pas clôturée et devrait être ensuite réattribuée aux agriculteurs.

Je regrette que dans l'étude d'impact le volet agricole n'ait absolument pas été abordé. On ne retrouve ni l'état initial de l'agriculture, ni l'impact du projet sur la structure des exploitations agricoles, ni le détail des mesures compensatoires envisagées pour limiter le projet. En particulier on ne connaît pas l'état et la nature des terrains qui seront réattribués ainsi que le type de travaux de remise en état à y effectuer.

Il est précisé dans la notice explicative qu'une concertation entre les élus locaux et les organisations professionnelles agricoles a permis de mettre en place un protocole d'accord et d'indemnisation. Il conviendra de veiller à ce qu'il y ait une stricte application de ce protocole lors de la phase de réalisation des emprises puis lors de la restitution des 10 ha non clôturés.

En ce qui concerne le traitement paysager, il est précisé qu'une butte végétalisée de hauteur moyenne de 3,5 m devrait être édifiée sur la partie ouest de la limite d'exploitation.

Compte tenu de l'impact paysager du projet également au nord du site, le même traitement devra y être envisagé.

Enfin l'utilisation des essences locales à feuillages persistant (houx...) ou marcescent (charme, hêtre...) sera privilégiée.

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural
Des Eaux et des Forêts



Bernard MATHON

PJ : 1 dossier en retour